

Bruno Le Roux mêlé aux magouilles financières de la MNEF... et il devient Ministre de l'Intérieur

écrit par Patriote | 9 décembre 2016



Tiens !! Encore un dont le nom apparaît dans une magouille financière et il devient ministre de l'intérieury sont forts les socialos !!!!!!!!!!!!!!!

https://fr.wikipedia.org/wiki/Mutuelle_nationale_des_%C3%A9tudiants_de_France#La_d.C3.A9rive_de_la_MNEF

voir le paragraphe » la dérive de la mnef » en plus du monsieur on trouve sylvie Andrieux (tiens ?), l'ex président de sos racisme (bien !) etc .

La dérive de la MNEF[[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Article détaillé : [affaire de la MNEF](#).

En 1982, un rapport de la cour des comptes critique la gestion pratiquée par les salariés de la MNEF. [Olivier Spithakis](#), trésorier, semble être le plus menacé au sein de la mutuelle. En février 1983, c'est pourtant lui qui sera proposé et imposé comme le nouveau directeur général de la MNEF par Jean-Michel Grosz. Durant presque 20 ans, la direction de la MNEF bénéficie du soutien actif des différents gouvernements qui se succèdent. Spithakis obtient encore de [François Bayrou](#),

ministre de l'Education nationale, « *de nombreux avantages, entre autres la prolongation de 26 à 28 ans du statut d'étudiant, la carte Jeune gérée en partenariat avec les mutuelles régionales* ».

Olivier Spithakis fort de ses liens avec le gouvernement socialiste (il est le logisticien de la campagne de [François Mitterrand](#) dans le Sud-Est, en 1981) et avec [André Bergeron](#), le secrétaire général de la [Confédération générale du travail – Force ouvrière](#) obtient un assainissement financier important de la mutuelle. Force ouvrière préside alors aux destinées de la [Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés](#). « Soucieux de contrer l'influence communiste chez les étudiants, il convainc le CNPF d'accorder à la MNEF une remise de dette de plus de 70 millions de francs ». Dans les semaines suivantes, la CNAM (Caisse nationale d'assurance-maladie) accorde à la MNEF un moratoire sur ses dettes et une avance de 30 millions de francs³.

De plus, en 1983, le gouvernement augmente substantiellement (à hauteur de 290 F) la cotisation Sécurité sociale des étudiants reversée quasi intégralement à la MNEF.

Pendant toutes ces années, les dérives de gestion de MNEF sont innombrables : elles concernent les salaires (100 000 F par mois) et émoluments d'Olivier Spithakis, l'embauche prioritaire des militants de l'Unef-ID liés d'une manière générale au mouvement trotskiste, puis intégrés dans le parti socialiste comme [Jean-Christophe Cambadélis](#) ou Marc Rozenblatt, président de l'Unef-ID⁴. La direction crée un ensemble de filiales afin d'« *opacifier* » sa gestion. Ces structures satellites servent des intérêts politiques et permettent de salarier des personnalités telles que [Jean-Marie Le Guen](#), [Bruno Le Roux](#)⁵, [Laurence Rossignol](#)⁶, [Fodé Sylla](#), l'ex-président de [SOS Racisme](#) ou [Sylvie Andrieux](#). Elles permettent de créer des systèmes de fausses factures (par exemple pour la filiale EFIC, spécialisée dans l'imprimerie⁷) ou des montages financiers sophistiqués (grâce à la vente de sa société Iram, Marc Rozenblatt encaisse 17 millions de francs de plus-value...).

L'ensemble de ses dérives conduisent à ce que l'on a appelé l'[affaire de la MNEF](#) qui éclatera seulement en 1998 et qui se conclura notamment par des condamnations pour « complicité d'abus de biens sociaux, détournements de fonds publics et abus de confiance ». Ces malversations se sont exercées au détriment de l'intérêt des

adhérents de la mutuelle.